

AVRIL 2005

CONCOURS INGÉNIEURS STATISTICIENS ÉCONOMISTES

ISE Option Mathématiques

CONTRACTION DE TEXTE

(Durée de l'épreuve : 3 heures)



Vous résumerez en 150 mots le texte suivant d'Edgar Pisani extrait du *Monde diplomatique* du mois de décembre 2004.

N'oubliez pas de préciser le nombre de mots utilisés à la fin de votre copie.

NOURRIR NEUF MILLIARDS D'ETRES HUMAINS

« [...] Le monde peut-il nourrir les 9 milliards d'humains annoncés ? Rien n'est sûr. Certains facteurs de production peuvent s'accroître : il y a de bonnes terres incultes à mettre en valeur, des progrès techniques et scientifiques à diffuser, des recherches à poursuivre, une formation technique à favoriser. Mais certains facteurs de production se réduisent : parmi les meilleures terres, certaines sont menacées par la montée du niveau des océans, l'urbanisation et les grands travaux, la surexploitation, la pollution, la disparition de forêts qui sont des régulateurs climatiques. Le désert dévore des espaces hier encore fertiles. L'eau, bien rare, devient un élément de conflit entre irrigation et besoins « urbains ». Les capitaux à investir en faveur du développement ne sont pas inépuisables, et l'agriculture en exige beaucoup.

Il nous serait permis, malgré tout cela, de faire le pari de l'autosuffisance de tous si le monde avait la capacité politique d'assurer des médiations difficiles : entre le droit des peuples de se nourrir eux-mêmes et le droit des marchands à abolir les frontières ; entre une planète exploitée par 300 000 méga fermes industrielles et 1 milliard d'entreprises familiales agricoles ; entre l'idéologie marchande, pour laquelle tout est simple, et une appréhension nuancée d'un monde naturel, social et politique complexe. La sécurité internationale dépend en effet d'un développement équilibré où la nature serait jardinée ; où d'immenses agglomérations et de grands conglomerats ne communiqueraient pas entre eux par des voies express traversant des espaces désolés ; où échappant à la misère, les peuples les moins bien pourvus connaîtraient au moins une pauvreté tolérable.

Le pire n'est pas exclu, car nous passons de la mondialisation des échanges à la globalisation d'un modèle dont la plus grande partie de la planète et la grande majorité des humains ne sauraient s'accommoder. Dans une unité contrainte, nous sommes menacés par une uniformisation faisant fi de notre diversité. Or si les civilisations sont multiples, c'est que la nature les a faites telles. Uniformiser, c'est faire disparaître des capacités de production. C'est vouer au désespoir – qui est mauvais conseiller – de 4 à 5 milliards de paysans ou de ruraux.

Le monde met l'agriculture au défi de nourrir 9 milliards d'êtres en sauvegardant nature et sociétés rurales. Acceptant ces responsabilités, l'agriculture met la société globale au défi de lui en donner les moyens ; elle met l'Union européenne élargie au défi d'exister comme une puissance autonome, capable de définir et de négocier une politique agricole, alimentaire, rurale et environnementale européenne assumant sa sécurité et contribuant aux équilibres mondiaux ; elle met l'OMC au défi de définir des règles qui tiennent compte de ses caractères spécifiques et de son infinie diversité ; elle met la modernité au défi d'inscrire le présent dans la durée. Il n'est pas impossible de relever ce défi. Esquissons donc les principes d'une gouvernance mondiale et d'une politique européenne.

Notre ambition, notre devoir étant de mettre fin à la faim, les besoins alimentaires du monde seront trois fois plus importants dans vingt cinq ans qu'ils ne le sont aujourd'hui. Les sociétés rurales représentant 4 milliards d'êtres, l'augmentation de la production agricole ne peut être recherchée dans l'oubli des énormes problèmes que représenterait un exode rural massif, alors que les villes, l'industrie et les services ne leur ouvrent pas les bras.

Le développement de la production agricole est favorisé par les progrès, mais il est menacé par la raréfaction de certains facteurs de production. Il ne saurait être promis, où que ce soit dans le monde, par la mise en œuvre hâtive de découvertes et la persistance de pratiques menaçant l'environnement. La sécurité alimentaire étant reconnue comme un droit humain et politique fondamental, doivent donc être consacrés à la fois le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes et l'interdiction de toute subvention à l'exportation. Des médiations doivent être assurées : entre les dynamiques scientifique et marchande et la fragilité des sociétés comme de l'environnement ; entre la diversité naturelle et culturelle des régions et l'unité à inventer d'un monde pacifié.

Tels doivent être les objectifs d'une « gouvernance » mondiale et d'une politique agricole, alimentaire, rurale et environnementale européenne. Elles sont, l'une et l'autre, à inventer. Elles mettent au défi une OMC qui a pour seule vocation de favoriser les échanges et une Union européenne qui doit se construire en puissance mondiale d'un nouveau type.

Ces exigences répondant à des besoins et des menaces constatés, il serait moralement inacceptable, objectivement absurde et politiquement dangereux de ne pas y répondre.

Edgar PISANI